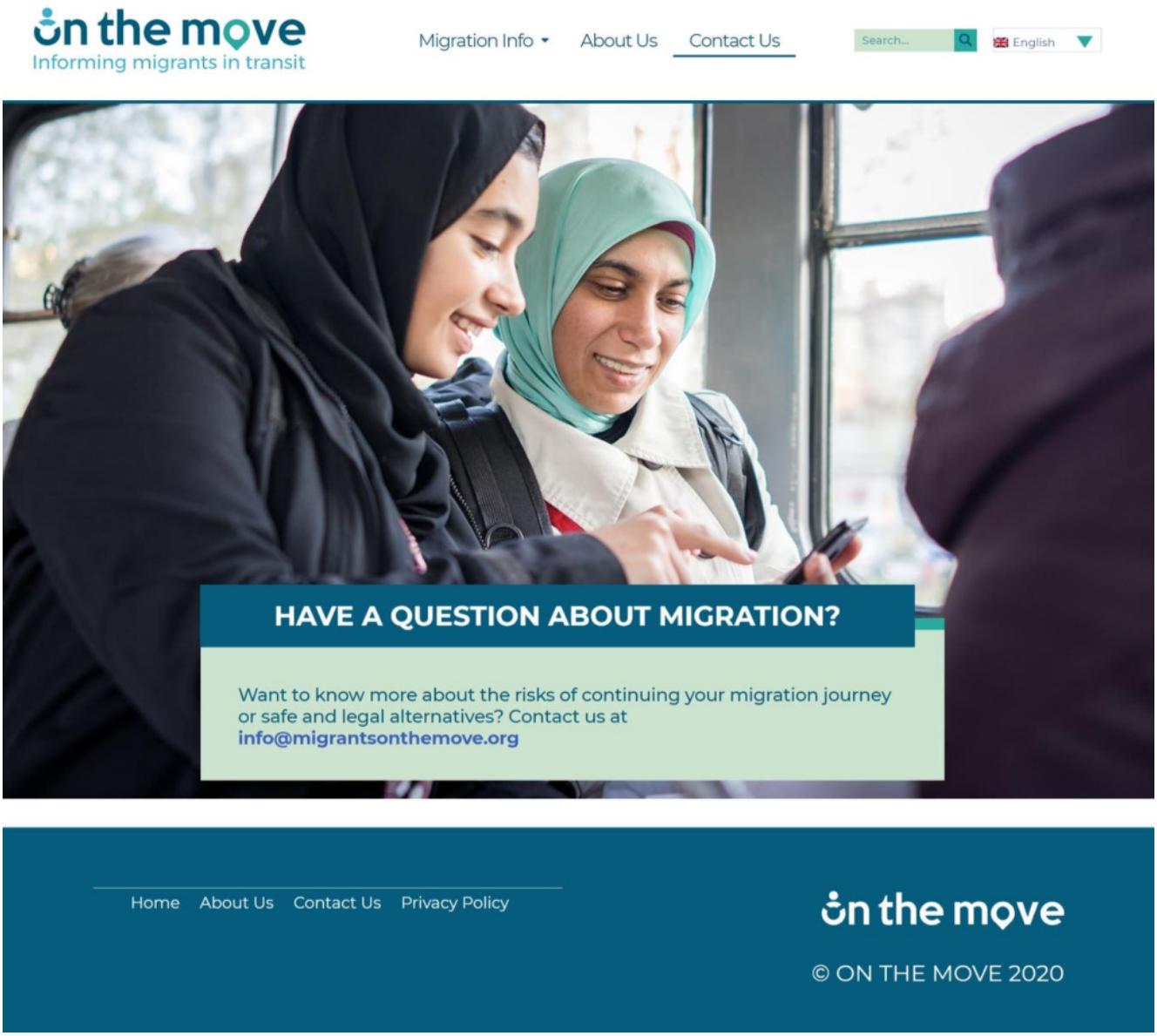
Royaume-Uni : pour dissuader les arrivées de migrants, le gouvernement mise sur un site internet jugé « trompeur »

05/08/2021 à 8h47



Le Royaume-Uni s'est doté d'un nouvel outil pour dissuader les candidats à l'immigration dans le pays. Son nom : *"On the Move". Le site internet*, avec logo et charte graphique soignés, fournit de nombreuses informations sur les risques qui attendent les migrants désireux de rejoindre le Royaume-Uni. Traduit en arabe, en persan, en kurde, en pachto et en tigrigna, une des langues officielles de l'Érythrée, il s'adresse aux ressortissants de plusieurs pays.



La question *“Envisagez-vous de vous rendre au Royaume-Uni de manière irrégulière ?”* s’inscrit sur une première page qui s’affiche à l’ouverture du site. Les internautes qui répondent “oui” sont dirigés vers une rubrique qui détaille les “*risques*” liés au trajet, et les “*réalités*” de la vie en Europe. On y apprend par exemple qu’un exilé “*ne sera pas éligible à l’aide sociale de l’État et dans la plupart des cas, les demandeurs d’asile reçoivent une allocation d’à peine 5 £ par jour pour vivre.*“

Un manque de transparence qui pose problème pour The Independent, qui a révélé l’affaire. Le journal accuse même le ministère britannique de divulguer des allégations “trompeuses” et dirigées contre les migrants, financées avec

l’argent du contribuable. D’après l’article, le Home office aurait déboursé 23 000 £ pour une campagne de communication ciblée sur les réseaux sociaux, de décembre à avril dernier, via ses comptes Facebook et Instagram.

[…]

Mais depuis l’entrée en vigueur du Brexit, “*les autorités sentent qu’elles ont les mains libres*“, estime Matthieu Tardis. La réforme du système d’asile britannique, présenté au Parlement début juillet par la ministre de l’Intérieur Priti Patel, prévoit en effet l’envoi des demandeurs d’asile sur des territoires extérieurs, le temps du traitement de leur demande. Le gouvernement souhaite également que “les personnes qui arrivent au Royaume-Uni après être passées par des pays sûrs”, dont la France, soient “inadmissibles” à l’asile au Royaume-Uni.

[…]

InfoMigrants